

«Connaître nos réserves en gaz naturel est un devoir moral»

Energie Le sous-sol suisse recèle d'énormes réserves gazières. Dont il convient d'estimer le volume au plus près, afin, le moment venu, d'assurer la transition énergétique, affirme Philippe Petitpierre, président de Holdigaz.

Ivan Radja
ivan.radja@lematindimanche.ch

Président de Holdigaz, Philippe Petitpierre a dirigé les forages exploratoires à Noville (VD), sous le lac Léman. Ce projet de la société Petrosvibri nécessite encore des analyses pour déterminer les quantités approximatives de gaz disponible, ainsi que leur potentiel économique. Au-delà du puits de Noville, la Suisse recèle certainement d'énormes réserves gazières, à même d'assurer la sortie du nucléaire d'ici à 2050. «Nous ne visons pas l'exploitation immédiate de Noville et nous avons tout notre temps», assure ce passionné, qui juge irresponsable de ne pas chercher à connaître l'état de nos réserves naturelles en gaz afin de pouvoir les commercialiser le jour où le besoin s'en fera sentir.

Philippe Petitpierre, quel est le potentiel du site vaudois de Noville?

Entre vingt et vingt-cinq ans de la consommation suisse de gaz. Ce sont des extrapolations faites sur la base de carottages et des forages exploratoires menés en 2009 et 2010. Nous souhaitons poursuivre les analyses pour avoir une idée plus précise. Par ailleurs, en 2011 est entré en vigueur le moratoire décidé par la conseillère d'Etat Jacqueline de Quattro, mais ce moratoire ne concerne pas les analyses complémentaires auxquelles nous allons nous livrer.

Moratoires également dans les cantons de Neuchâtel et de Berne, méfiance envers les forages depuis le séisme de Saint-Gall: vous y croyez encore?

La situation n'est pas figée. Pour Noville, une équipe d'experts désignés par l'Etat de Vaud est à l'œuvre, nous leur avons transmis toutes nos données. Au niveau fédéral, une commission géologique se penche aussi sur cette problématique.

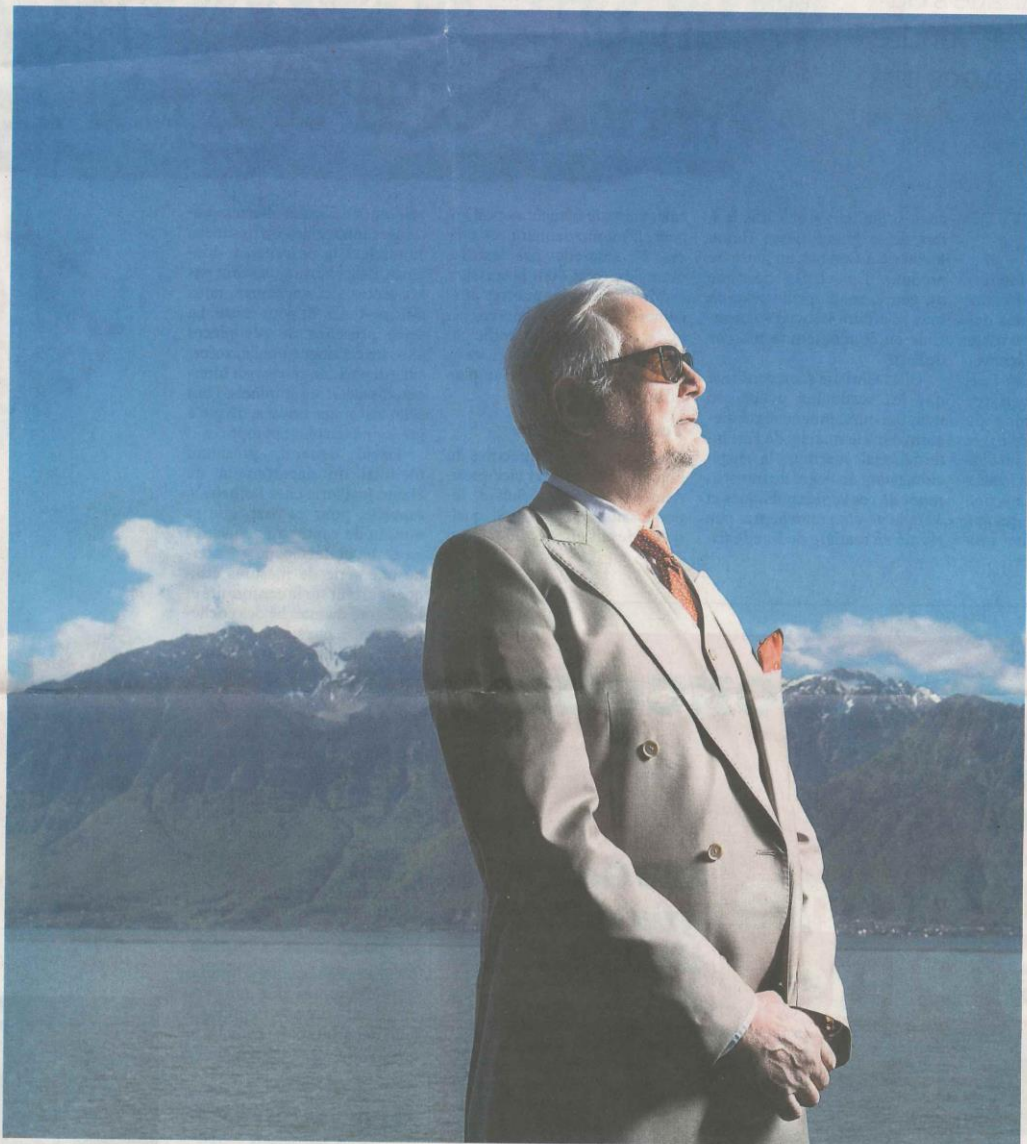
Les termes de gaz de schiste et de fracturation font peur à tort, soutenez-vous...

La fracturation hydraulique est une technique très ancienne, aujourd'hui éprouvée, utilisée à un moment ou à un autre dans 95% des forages conventionnels. Les forages «cow-boys» faits aux Etats-Unis au début des années 2000 n'existent plus. Eux ne tenaient, à l'époque, aucun compte de l'environnement. A Noville, les aménagements pour l'environnement étaient très stricts, avec notamment une station d'épuration des eaux. Le puits est aujourd'hui totalement isolé par un tube en acier, bétonné contre la roche même, à tel point que l'on peut traverser une nappe phréatique sans risque, ce que nous avons réalisé à Noville.

Quel type de gaz y a-t-il sous la partie est du Léman?

Ce n'est pas du gaz de schiste, mais du «tight gas», serré dans des roches, mais dans une moindre mesure. La technique de la stimulation, moins puissante et invasive que la fracturation, suffirait à l'extraire. Mais ce sont deux procédés voisins. Il faut aussi lever une hypocrisie qui tolère les forages avec fracturation lorsqu'il s'agit de géothermie, comme c'est le cas dans un projet à Lavey (VD), ou ailleurs en Suisse, auquel Holdigaz est associé, mais l'interdirait lorsqu'il s'agit de gaz non conventionnel.

Si les rapports d'experts cantonaux et fédéraux sont favorables, et le moratoire levé, quels types d'activités allez-vous reprendre à Noville? Nous mettons en place une méthodologie, qui mènera aux analyses complémentaires,



En dates

1948

Naissance
Le 17 septembre à Leysin (VD).

1975

Formation
Ingénieur diplômé EPFL, master de l'EPFL en sciences de l'environnement, et, en 1981, en énergie.

1982

Gaz
Entre dans l'industrie gazière.

2005

Regroupement
Crée le groupe Holdigaz, qui compte aujourd'hui seize sociétés gazières.

2009

Forages
Avec Petrosvibri, il dirige les forages exploratoires sous le lac Léman, à Noville (VD), jusqu'en 2010.

«Il y a probablement un potentiel de cent à cent cinquante ans de consommation sous nos pieds», estime Philippe Petitpierre.

Sébastien Anex

pour déterminer comment extraire ce gaz le cas échéant avec quels volumes d'eau - en principe des eaux saumâtres -, avec quels lubrifiants, ou si la voie du propane liquide, qui ne nécessite pas d'eau, est préférable.

Et l'exploitation commencerait quand?

Nous ne sommes pas dans l'attente d'un permis pour forer et engranger immédiatement des bénéfices. Nous ne sommes pas pressés, pas du tout. Ce que nous souhaitons, c'est que soit dressée la carte la plus précise des réserves, à Noville et ailleurs. Le plateau suisse regorge par ailleurs de gaz, schistique celui-là. Il serait bon de pousser les analyses. Il y a probablement un potentiel de cent à cent cinquante ans de consommation sous nos pieds, on ne peut persister à l'ignorer. C'est un enjeu majeur pour les prochaines décennies.

Pourtant, en Europe, seules la Pologne et la Grande-Bretagne se livrent à des forages exploratoires.

Pourquoi tant de frilosité?
Par aveuglement, d'une part. En raison d'une manipulation de la part des Etats-Unis, d'autre part. Il faut savoir que ceux-ci fournissent à très bas prix du charbon à l'UE, afin qu'elle reste le plus longtemps possible dans ce mode de production. Parallèlement,

ils encouragent fortement les mouvements d'opposition au gaz de schiste, ce qui crée des situations de blocages politiques, aucun gouvernement n'osant bouger sur ce dossier. En France, le rapport Montebourg favorable au gaz de schiste a été soigneusement enterré. L'objectif des Américains est clair: leur production actuelle leur assure déjà l'autosuffisance aujourd'hui. Demain, l'excédent sera ainsi revendu à l'Europe. L'UE ne voit pas que l'indépendance énergétique a des répercussions sur l'emploi, par exemple. Voyez les entreprises américaines, naguère délocalisées, qui rapatrient leur production aux Etats-Unis, ou les sociétés étrangères qui vont s'y établir, comme Leno ou Airbus, en raison du bas coût de l'énergie. Dans les pays industrialisés, le prix du gaz naturel ne cesse d'augmenter depuis 2009, sauf aux Etats-Unis. Le prix du travail y est 16% moins cher qu'en Grande-Bretagne, et de 34 à 35% moins cher qu'en Allemagne, en France ou en Italie. Qu'on ne s'y trompe pas, nous entrons de plain-pied dans une véritable guerre énergétique.

N'est-il pas trop tard pour l'Europe?
Non. Pas encore. Mais il ne faut plus traîner.

Revenons à la Suisse. Peut-elle établir une balance profitable entre le gaz

de provenance endogène et le gaz importé?

Bien entendu. En ce qui concerne le gaz importé, le potentiel de transport par rapport au réseau de conduites existant est énorme. Si l'on prend la problématique de la production d'électricité avec du gaz naturel, la construction de centrales sur le territoire suisse, de capacité identique à celle prévue à Chavallons (VS), soit deux tranches de 400 mégawatts chacune, la substitution de la production nucléaire pourrait être résolue à terme. Ajouté au potentiel de gaz non conventionnel, cela permettrait de s'affranchir en partie de l'étranger, et de sortir du nucléaire. Après Fukushima, la conseillère fédérale Doris Leuthard a très vite annoncé la date de 2035, mais cette belle initiative s'essouffle. Le gaz permettra aussi d'accompagner les énergies alternatives, comme l'éolien, qui n'est aujourd'hui économiquement pas viable, sans recourir à de substantielles aides de l'Etat. Toutes ces pistes méritent d'être étudiées. Encore une fois, il s'agit pour nous d'une démarche citoyenne, et connaître nos réserves en gaz naturel, conventionnel ou non, est un devoir moral. Si ce n'est pas valorisable maintenant, cela le sera dans vingt ans, trente ans. C'est un atout qu'il faut légèrer à nos enfants et à nos petits-enfants. ●

«Les Etats-Unis vendront demain leur excédent de gaz à l'UE. Nous entrons de plain-pied dans une guerre énergétique»

Philippe Petitpierre,
président
de Holdigaz